

Liaisons sociales Quotidien - L'actualité, N° 18522, 31 mars 2022

Le représentant de section syndicale n'est pas de droit représentant syndical au CSE

Mis à jour le 31/03/2022

Dans un arrêt du 23 mars, la Cour de cassation confirme une règle qu'elle avait déjà dégagée du temps du comité d'entreprise : le représentant de section syndicale n'est pas de droit représentant syndical au CSE.

Le syndicat ayant constitué une section syndicale au sein de l'entreprise ou de l'établissement d'au moins 50 salariés, peut, s'il n'est pas représentatif dans ce périmètre, désigner un **représentant de section syndicale (RSS)** pour le représenter (*C. trav., art. L. 2142-1-1 ; v. le dossier pratique - Syndicats - n° 197/2021 du 29 octobre 2021*). C e



© GettyImages

dernier dispose alors des **mêmes prérogatives** que le **délégué syndical (DS)**, à l'exception

du pouvoir de négocier des accords collectifs, indique le Code du travail. Toutefois, cette assimilation ne s'applique **pas** au droit automatiquement reconnu au DS d'exercer le mandat de **représentant syndical** au **comité social et économique** (RS au CSE) dans les entreprises de moins de 300 salariés (*C. trav., art. L. 2143-22*), réitère la Cour de cassation dans un arrêt du 23 mars. Cette prérogative est strictement attachée au DS et ne peut donc bénéficier au RSS.

Une demande de convocation d'un RSS aux réunions du CSE

Chaque **organisation syndicale représentative** dans l'entreprise ou l'établissement peut désigner un RS au CSE (*C. trav., art. L. 2314-2*). Si le choix du représentant s'opère librement dans les entreprises de 300 salariés et plus (parmi les salariés de l'entreprise remplissant les conditions d'éligibilité au CSE), il en va autrement dans les entreprises d'au moins 50 salariés et de **moins de 300 salariés** puisque c'est alors le DS qui est **de droit** RS au CSE (*v. le dossier pratique -Syndicats- n° 65/2020 du 6 avril 2020*). Ce droit s'étend-il également au RSS, censé bénéficier des mêmes attributions que le DS à l'exception du pouvoir de négocier ? C'était, en l'espèce, le postulat d'un syndicat demandant à l'employeur de convoquer la salariée RSS qu'il avait nommée aux réunions du CSE, en cette qualité.

Refusant toutefois d'accéder à cette requête, la société a saisi le tribunal de grande instance (désormais, tribunal judiciaire) afin qu'il soit constaté que le syndicat n'était pas représentatif et que son RSS ne pouvait donc en aucun cas se présenter aux réunions du CSE en tant que représentant syndical. Un argumentaire qui a emporté l'adhésion puisque la Cour d'appel de Lyon a donné gain de cause à l'employeur, rejointe par la Cour de cassation.

Une prérogative réservée au seul délégué syndical

« La désignation d'un représentant syndical au comité social et économique est une prérogative que la **loi réserve** aux **syndicats** qui sont **reconnus représentatifs** dans l'entreprise ou dans l'établissement », rappelle la Cour de cassation. Aussi, poursuit-elle, « le **représentant de section syndicale** n'est **pas de droit** représentant syndical au comité social et économique d'entreprise ou d'établissement dès lors que, si l'article L. 2142-1-1 du Code du travail prévoit qu'il bénéficie des mêmes prérogatives que le délégué syndical, à l'exception du pouvoir de négocier des accords collectifs, cette **assimilation** ne s'applique qu'aux **attributions liées** à la constitution d'une **section syndicale** ».

C'est donc à bon droit, conclut la chambre sociale, que la cour d'appel a retenu « que la salariée, qui n'est pas membre élue du comité social et économique et qui a été désignée représentante de section syndicale par un syndicat qui n'est pas représentatif dans l'entreprise, n'est pas de droit représentante syndicale au comité social et économique ».

La Haute juridiction reprend ici une solution qu'elle avait déjà dégagée antérieurement à propos du comité d'entreprise (*Cass. soc., 14 décembre 2011, n° 11-14.642 PB ; v. aussi : CE, 20 février 2013, n° 352981*), et la transpose au CSE. La désignation d'un représentant syndical au CSE est une prérogative que la loi réserve au syndicat ayant obtenu une légitimité

électorale. Le RSS, puisque désigné par un syndicat non représentatif, ne saurait donc en bénéficier également.

Cour de cassation, Chambre sociale, Arrêt n° 362 du 23 mars 2022, Pourvoi n° 20-20.397

Cour de cassation, Chambre sociale, Arrêt n° 362 du 23 mars 2022, Pourvoi n° 20-20.397

ECLI: *ECLI:FR:CCASS:2022:SO00362*

Rejet

Publié au Bulletin

THEMES :

Section syndicale > Représentant > Désignation

SOC.

LG

COUR DE CASSATION

Audience publique du 23 mars 2022

Rejet

M. HUGLO, conseiller doyen

faisant fonction de président

Arrêt n° 362 F-B

Pourvoi n° J 20-20.397

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, DU 23 MARS 2022

Mme [J] [M], domiciliée [Adresse 2], a formé le pourvoi n° J 20-20.397 contre l'arrêt rendu le 12 mars 2020 par la cour d'appel de Lyon (chambre sociale C), dans le litige l'opposant à la société Merck Serono, société par actions simplifiée, dont le siège est [Adresse 1],

défenderesse à la cassation.

La demanderesse invoque, à l'appui de son pourvoi, le moyen unique de cassation annexé au présent arrêt.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de M. Rinuy, conseiller, les observations de la SCP Thouvenin, Coudray et Grévy, avocat de Mme [M], de la SCP Célice, Texidor, Périer, avocat de la société Merck Serono, après débats en l'audience publique du 2 février 2022 où étaient présents M. Huglo, conseiller doyen faisant fonction de président, M. Rinuy, conseiller rapporteur, Mme Ott, conseiller, Mme Roques, avocat général référendaire, et Mme Dumont, greffier de chambre,

la chambre sociale de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Faits et procédure

1. Selon l'arrêt attaqué (Lyon, 12 mars 2020), le Syndicat national des ingénieurs et cadres des industries chimiques et des visiteurs médicaux CGT (le syndicat) a désigné Mme [M] en qualité de représentante de section syndicale au sein de la société Merck Serono (la société) le 6 novembre 2018. Le syndicat a demandé à l'employeur de convoquer Mme [M] aux réunions du comité social et économique en sa qualité de représentante de section syndicale dans une entreprise de moins de 300 salariés.

2. Par acte du 8 février 2019, la société a assigné le syndicat et la salariée devant le tribunal de grande instance pour qu'il soit constaté que le syndicat n'étant pas représentatif, son représentant de section syndicale ne pouvait le représenter aux réunions du comité social et économique.

Examen du moyen

Enoncé du moyen

3. La salariée fait grief à l'arrêt de dire qu'elle n'avait pas qualité pour participer aux réunions, alors « que le représentant de section syndicale disposant des mêmes prérogatives que le délégué syndical, à l'exception du seul pouvoir de négocier des accords collectifs, il est de droit membre du comité social et économique dans les entreprises de moins de 300 salariés ; qu'en jugeant le contraire, la cour d'appel a violé les articles L. 2142-1 et L. 2143-22 du code du travail. »

Réponse de la Cour

4. Selon l'article L. 2314-2 du code du travail, chaque organisation syndicale représentative dans l'entreprise ou l'établissement peut désigner un représentant syndical au comité social et économique. L'article L. 2143-22 du même code précise que, dans les entreprises de moins de trois cents salariés et dans les établissements appartenant à ces entreprises, le délégué syndical est de droit représentant syndical au comité social et économique.

5. Il résulte de ces textes que la désignation d'un représentant syndical au comité social et économique est une prérogative que la loi réserve aux syndicats qui sont reconnus représentatifs dans l'entreprise ou dans l'établissement. Le représentant de section syndicale n'est pas de droit représentant syndical au comité social et économique d'entreprise ou d'établissement dès lors que, si l'article L. 2142-1-1 du code du travail prévoit qu'il bénéficie des mêmes prérogatives que le délégué syndical, à l'exception du pouvoir de négocier des accords collectifs, cette assimilation ne s'applique qu'aux attributions liées à la constitution d'une section syndicale.

6. C'est par conséquent à bon droit que la cour d'appel a retenu que la salariée, qui n'est pas membre élue du comité social et économique et qui a été désignée représentante de section syndicale par un syndicat qui n'est pas représentatif dans l'entreprise, n'est pas de droit représentante syndicale au comité social et économique.

7. Le moyen n'est donc pas fondé.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne Mme [M] aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette les demandes ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, chambre sociale, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-trois mars deux mille vingt-deux.

MOYEN ANNEXE au présent arrêt

Moyen produit par la SCP Thouvenin, Coudray et Grévy, avocat aux Conseils, pour Mme [M]

Mme [M] fait grief à l'arrêt confirmatif attaqué d'AVOIR dit qu'elle n'avait pas qualité pour participer aux réunions et activités du CSE de la société.

ALORS QUE le représentant de section syndicale disposant des mêmes prérogatives que le délégué syndical, à l'exception du seul pouvoir de négocier des accords collectifs, il est de droit membre du comité social et économique dans les entreprises de moins de 300 salariés ; qu'en jugeant le contraire, la cour d'appel a violé les articles L. 2142-1-1 et L. 2143-22 du code du travail.